La situation politique en France

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

« Ayant résolu, devant les périls extérieurs, d'accroître l'effort militaire, dit-il en substance, j'ai voulu élaborer, pour assurer au premier emprunt de la Caisse autonome de la défense nationale, un succès complet, un plan de redressement financier et économique du pays.

» Mais il fallait une atmosphère de confiance et de travail. Or, j'ai quitté le pouvoir, car une fraction nécessaire de la majorité m'a refusé son concours pour la poursuite de cette politique.

» On m'a reproché de ne pas avoir appelé les Chambres à se prononcer sur la politique dont j'avais déjà réalisé une étape, de juin à septembre 1937, avec M. Bonnet! Mais je n'ai pas cessé, depuis dix mois, d'appeler les citoyens à l'union.

» Or, après l'opposition déclarée de deux groupes de la majorité, je n'aurais pu, en exigeant de la Chambre un vote inutile, qu'accentuer les divisions nationales.

» En me maintenant au pouvoir, en rejetant le parti socialiste dans l'opposition, j'aurais rendu l'union impossible. En me retirant, je l'ai rendue nécessaire. »

M. Chautemps a terminé en déclarant qu'il faut à tout prix que « l'éloquente et pathétique adjuration de M. Blum », adressée au parti socialiste, pour l'amener à la conception sincère de l'union nationale, soit entendue.

« L'union n'est pas une vérité de demain, mais d'aujourd'hui, de tout de suite », déclare la motion du conseil national du parti démocrate populaire

Paris, 20 mars. — Le Conseil national du parti démocrate populaire réuni dimanche à Paris a adopté à l'unanimité une motion affirmant sa volonté de rétablir la situation de la France en Europe et dans le monde et de sauver la paix par l'union nationale, « union dont la nécessité n'est pas une vérité de la semaine prochaine ou de demain, mais une vérité d'aujourd'hui, de tout de suite. »

« L'action gouvernementale, dit la motion, aura certes à résoudre des problèmes angoissants dont la solution exigera de tous des sacrifices et peut soulever chez beaucoup des cas de conscience hautement respectables.

« Si l'on est d'accord sur l'enjeu de l'union souhaitée par l'opinion publique tout entière, il n'est pas possible cependant que les divergences ne soient pas surmontées.

« Il faut d'abord, pour cela, rapprocher surtout les hommes auxquels on ne demande que d'oublier aujourd'hui de quelles mystiques ou de quels intérêts ils se réclament, pour se souvenir qu'ils sont avant tout Français.

« Notre patrie peut et doit jouer encore un rôle magnifique.

« Fidèle à ses amitiés et alliances, s'appuyant sur elles et prête à leur apporter tout son concours, elle les réconfortera déjà par le spectacle de son unité et de sa puissance ; et par l'affirmation de sa volonté, elle sauvera la paix et avec elle les valeurs les plus hautes d'une civilisation spirituelle qui répudie les exigences sauvages de la force et qui reste fondamentalement attachée au respect du droit, de la justice et de toutes les libertés. »

« Le gouvernement de salut national ne saurait être une cohue ministérielle mais un instrument d'action en des mains sûres et honnêtes », proclame M. Pichot

Chalon-sur-Saône, 20 mars. — A l'occasion du Congrès départemental de la Fédération des mutilés et anciens combattants de Saône-et-Loire, M. Henri Pichot, président de l'Union fédérale des combattants, a dit notamment :

« Il ne suffit pas d'invoquer l'union française du haut des tribunes par des appels attendrissants ou pathétiques. La réalité veut autre chose.

« Je donne la formule définie de cette union que le péril imminent va nous imposer. Le gouvernement de salut national ne saurait être une cohue ministérielle, un rassemblement arlequin où partis et sous-partis auront happé au passage une miette de pouvoir par ambition, comme par besoin de surveiller les autres.

« Ce sera une arme de défense et un instrument d'action, mis en mains sûres, fermes et honnêtes, confié à une équipe dont l'autorité morale et le pouvoir d'agir créeront et consacreront l'union absolue des Français au-dessus des compétitions partisanes et des égoïsmes.

« Un tel gouvernement d'unité française, capable de valoriser la force nationale, obtiendra de tous, ouvriers, paysans et autres, qu'ils sauvent le pays en le servant passionnément.

« Nous autres, qui avons vu la mort de près, sommes capables de sacrifier pour le pays ce qu'exige sa vie. Que les autres fassent comme nous. »

MM. Marcel Régnier et Lamoureux demandent un gouvernement d'union nationale et de salut public

Moulins, 20 mars. — MM. Marcel Régnier et Lucien Lamoureux, anciens ministres, prenant la parole à Méris-les-Bains, devant les comités radicaux de la région de Montluçon, ont signalé la gravité des périls intérieurs et extérieurs menacés par les désordres économiques et politiques.

Ils ont déclaré que le salut du pays résidait dans le travail et l'accroissement de la production et le respect des lois.

Ils ont demandé la constitution d'un gouvernement d'union nationale et de salut public « capable de faire renaître la confiance et d'imposer à tous le respect du pays. »

M. Liautey parle en faveur d'une trêve politique

Vesoul, 20 mars. — A l'issue d'un banquet organisé à Vesoul à l'occasion des manifestations agricoles de printemps, M. André Liautey (radical-socialiste), sous-secrétaire d'Etat à l'Agriculture, a prononcé les paroles suivantes :

« Répondant sur-le-champ à l'appel de notre parti, c'est par des actes immédiats que nous voulons affirmer notre résolution de collaborer avec tous les Français au salut commun. Nous proposons donc aux hommes de tous les partis une trêve politique qui durera aussi longtemps que le pays se trouvera en péril.

« Fidèles à la tradition du grand Français Clemenceau, les parlementaires radicaux de la Haute-Saône tendent à leurs adversaires d'hier une main loyale et les pressent de renoncer à toutes les querelles intérieures jusqu'au jour où la liberté et la sécurité de la patrie seront à l'abri de tout danger. »

M. Léon Blum confère avec plusieurs ministres

Paris, 20 mars. — Une conférence a réuni dimanche matin, à la présidence du Conseil, MM. Léon Blum, Vincent Auriol, ministre chargé de la coordination des services de la présidence du Conseil ; Daladier, ministre de la défense nationale et de la Guerre ; Paul Boncour, ministre des Affaires étrangères. Cette conférence a porté sur les problèmes extérieurs en cours.

Le président du Conseil a eu ensuite une conversation avec Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur.

Puis, il a reçu M. Fournier, gouverneur de la Banque de France.

LES ELECTIONS

M. Pinay, radical indépendant, est élu sénateur de la Loire

Saint-Etienne, 20 mars. — Une élection sénatoriale a eu lieu dimanche dans le département de la Loire, pour pourvoir au remplacement de M. Fernand Merlin, radical-socialiste, décédé.

Inscrits: 992. — Votants: 991
Bulletin nul: 1

Ont obtenu:

MM. Pinay, député rad. indép. cons. général, maire de Saint-Chamond	504 ELU
Soulié, ancien sénateur, maire de Saint-Etienne républicain social	211 voix
Aubret, rad.-social	142 —
Vadon, adjoint au maire de Roanne, socialiste	100 —
Le Griel, cons. munic. de Saint-Etienne, com.	27 —
Divers	5 —

M. Pierre de Chabot est élu député de La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, 20 mars. — M. P. de Chabot, conseiller général du canton des Herbiers (conservateur) a été élu député de la 2me circonscription de La Roche-sur-Yon, en remplacement de M. de Suzannet, décédé.

Voici les résultats du scrutin:

Inscrits: 22.561. — Votants: 16.866
Bullet. nuls: 2.250. — Suff. exprl.: 14.611

MM. de Chabot	13.657 ELU
Gueneau, communiste	954 voix

Le 23 avril 1936, les résultats avaient été les suivants:

M. de Suzannet (Union républicaine): 13.280 voix, élu; M. Durand (démocrate populaire): 5.293., Jean (socialiste): 998; Ydier (communiste): 240.

Depuis le mois de juillet, des pièces détachées disparaissaient dans une grande usine d'automobiles parisienne

Les auteurs des détournements qui s'élèveraient à deux millions sont arrêtés

Paris, 20 mars. — Depuis le mois de juillet, des vols importants avaient été constatés dans une grande usine de construction d'automobiles du quartier de Javel.

Dernièrement, en procédant à des vérifications, on s'aperçut de détournements considérables. M. Fievet, directeur du personnel, déposa une plainte, à la suite de laquelle une surveillance fut exercée.

Les inspecteurs découvrirent dans une voiture appartenant à l'un des employés de l'usine, M. René Souregard, 29 ans, 150 kilos de pièces détachées neuves provenant de l'usine. M. Souregard était contrôleur de divers ateliers et particulièrement chargé de la vente des pièces détachées aux concessionnaires de la marque. C'est avec la complicité de divers autres employés, notamment de celle de Georges Saint-Marc, 36 ans, employé chez un industriel de Montrouge dont la voiture servait au transport des pièces volées ; Paul Chaumeil, 41 ans, qui transportait des pièces dans un taxi, que le contrôleur parvenait à sortir les pièces détachées.

Celles-ci étaient revendues au cinquième de leur valeur réelle. L'inventaire auquel a procédé le directeur du personnel a établi que le montant des vols dépasse deux millions de francs.

M. Lavoureau, commissaire de police, a inculpé treize personnes de vol, complicité et recel. Neuf des malfaiteurs ont été envoyés au dépôt ; quatre autres ont été laissés en liberté.

Au cours de l'enquête qui se poursuit, d'autres arrestations seront sans doute effectuées, de nombreuses personnes appartenant à l'usine étant soupçonnées d'avoir favorisé la sortie des pièces détachées ou, tout au moins, d'être au courant des agissements des malfaiteurs.

L'atmosphère européenne se calme peu à peu

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

« Bien qu'il soit encore trop tôt pour affirmer que les deux parties se sont entendues sur les bases d'un accord qui devrait ultérieurement prendre la forme d'un instrument diplomatique, il est possible de constater que, jusqu'ici, aucun obstacle sérieux n'a été rencontré.

« Les conversations se poursuivent dans un esprit de bonne volonté et de compréhension mutuelles qui, dit-on, ne laisse aucun doute sur leur issue favorable ».

Le risque de guerre disparu, l'agitation antisémitique persiste à Varsovie

Varsovie, 20 mars. — La déclaration que M. Beck a faite à la presse polonaise sur la solution du conflit lituano-polonais et qui a été radiodiffusée par tous les postes polonais, de même que les déclarations du général Skwarczynski, chef du camp de l'Union nationale, et l'annonce de l'ouverture effective des négociations diplomatiques directes entre Varsovie et Kaunas, ont rasséréné l'atmosphère troublée qui régnait depuis une semaine à Varsovie et ont calmé l'inquiétude de certains milieux politiques.

Les deux gouvernements ayant déjà désigné leurs envoyés plénipotentiaires afin d'établir des pourparlers directs pour le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux capitales, on peut considérer comme réglé un incident qui faillit déclencher un conflit armé.

Toutes les questions ultérieures telles que le rétablissement des relations économiques, ferroviaires, etc., doivent être réglées par voie directe, dès que les légations respectives des deux pays auront été établies dans les deux capitales, ce qui doit être fait, selon les termes de l'ultimatum polonais que le gouvernement lituanien a accepté, avant la fin de ce mois.

La psychose de guerre qui régnait ces jours-ci à Varsovie a à peu près disparu.

Mais l'agitation de certaines couches de la population et en particulier de la jeunesse persiste, ainsi que les manifestations antisémitiques.

Samedi soir même, des cortèges de jeunes gens ont traversé la ville en manifestant et en brisant les vitres de magasins et de restaurants juifs. Une centaine de personnes ont été frappées ou blessées. Plusieurs arrestations ont été opérées.

D'autre part, à l'occasion de la fête patronymique du maréchal Pilsudski, M. Ignace Mościcki, président de la République, a, dans un discours radiodiffusé, exalté l'œuvre de restauration polonaise et dénoncé les mots d'ordre démagogique lancés par l'opposition.

Il a regretté les critiques injustifiées adressées au gouvernement par une fraction de ceux qui demeurèrent, jusqu'au bout, fidèles au maréchal Pilsudski.

« Ainsi, a-t-il ajouté, ils ne facilitent pas la réalisation de sa grande idée qui était celle d'un Etat fort ».

Le président a déploré aussi l'attitude d'une partie de la jeunesse qui, bien que ses bonnes intentions soient certaines, sème le désordre qui ne profite qu'au communisme et aux éléments perturbateurs.

La situation en Tchécoslovaquie vue de Berlin

Berlin, 20 mars. — Au lendemain du discours du chancelier Hitler au Reichstag, le « Voelkischer Beobachter », organe officiel du parti national-socialiste accuse les Tchèques, établis près de la frontière allemande, de vouloir provoquer des troubles graves pour empêcher une détente entre Tchèques et Allemands, qui aurait pour effet de contraindre des milliers de Tchèques à abandonner des positions illégalement conquises en cette région.

Il cite des incidents qui se seraient produits à Popawa où Conrad Henlein aurait été molesté par un provocateur communiste, ce qui a failli provoquer une grave échauffourée entre Allemands d'un côté et Tchèques et communistes.

Il déclare ensuite que le gouvernement tchécoslovaque devra s'occuper au plus vite de ces « incidents ».

Si les communistes et les Tchèques de la frontière ne sont pas rappelés à l'ordre énergiquement, écrit-il, il pourrait en résulter de graves collisions. La responsabilité ne doit pas en être imputée aux Allemands des Sudètes.

D'autre part, la « Boersen Zeitung » et le « Berliner Tageblatt » déclarent qu'ils ne sont pas satisfaits des décisions du gouvernement de Prague pour assurer un plus fort pourcentage d'Allemands des Sudètes comme fonctionnaires dans cette région.

A Budapest, on veut lier les revendications hongroises aux revendications allemandes

Budapest, 20 mars. — L'évolution de la politique intérieure tchécoslovaque retient l'attention de l'opinion publique hongroise.

Le correspondant de Prague de l'officieux « Pester Lloyd », écrit que le gouvernement tchécoslovaque ne pourra prendre aucune décision définitive dans l'affaire des Allemands des Sudètes, avant que Londres et Paris soient d'accord sur l'aide qu'ils pourraient lui prêter en cas d'agression étrangère.

L'organe semi-officieux (Magyarsag » écrit que l'attitude du Reich dans la question des Allemands des Sudètes facilitera la solution des revendications hongroises.

« Le gouvernement, écrit-il, doit attirer l'attention de l'opinion publique des puissances intéressées aux problèmes danubiens-tchécoslovaques. Les revendications hongroises doivent être liées aux revendications allemandes.

» La Tchécoslovaquie peut être amenée à composition sans une révolution des Allemands des Sudètes et sans une agression militaire du Reich.

Environ 60 à 70 % du commerce extérieur tchécoslovaque sont dirigés vers l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie. La Tchécoslovaquie dépend donc économiquement de ces trois voisins et ne pourrait que difficilement résister à un boycottage simultané, organisé par ces trois puissances. »

A Rome, on estime que les manœuvres de l'armée suisse ont un caractère « offensant »

Rome, 20 mars. — Les nouvelles venant de Berne, suivant lesquelles l'armée suisse procéderait incessamment à des manœuvres de couverture le long de la frontière italienne, sont mal accueillies à Rome.

Le « Giornale d'Italia » dit que si elles se confirmaient, ces nouvelles causeraient en Italie « la plus profonde surprise ».

Il estime que ces manœuvres « sans précédent dans l'activité habituelle de l'armée suisse » ne peuvent qu'avoir un caractère « offensant » pour l'Italie. Il ajoute que l'Italie a confirmé récemment encore son engagement de respecter la neutralité de la Suisse, et que celle-ci n'a par conséquent, aucune raison de craindre des menaces de la part de l'Italie.

« L'initiative suisse, dit-il, ne pourrait donc représenter qu'un changement dans l'état d'esprit de la Suisse à l'égard de l'Italie, et celle-ci ne pourrait prendre acte de ce changement qu'avec le plus vif regret ».

A ce sujet, l'Agence télégraphique suisse a publié la mise au point suivante :

« Toute l'Europe sait que la Suisse, du fait des armements des autres Etats, a été obligée de moderniser et d'augmenter sa défense nationale. Ces forces doivent se livrer à des exercices et ces derniers, qui s'étendent à toutes les frontières et se déroulent depuis un temps assez long, seront poursuivis régulièrement ».

UN TOUR DE FORCE

Il est intéressant de remarquer qu'en donnant un demi-remboursement aux numéros du bas, la Loterie des Régions libérées a quand même maintenu les petits lots avec une seule finale (55 fr. et 11 fr.), aux numéros du haut et un tableau très assorti, allant de 100 fr. jusqu'aux millions pour les séries 5 et 6, comportant par surcroît moins de billets que les précédentes.

Ainsi plus d'un gagnant sur 5 et une gamme de lots très complète assurent le succès de la série 6 qui sera tirée à Verdun le 2 avril.

Les conférences de Carême du chanoine Chevrot à Notre-Dame de Paris

Paris, 20 mars. — Dans les deux premières conférences de carême qu'il avait données dans la chaire Notre-Dame, le chanoine Chevrot s'est appliqué à mettre en relief la valeur sociale de l'Evangile. Dans celle qu'il a faite dimanche, il a accordé audience à ceux qui accepteraient volontiers les doctrines altruistes du christianisme, mais qui ne veulent pas de sa métaphysique qu'ils jugent de nature à retarder les progrès de l'humanité. Et il a répondu à cette objection par deux arguments essentiels.

Le premier est que ceux qui raisonnent ainsi se font une idée fausse des dogmes qui les choquent.

La « vie éternelle » du chrétien est commencée ici bas, et, loin de le distraire de ses tâches temporelles, elle l'y attache plus étroitement. Loin d'être « l'opium du peuple », la foi chrétienne est un puissant stimulant à l'action, ou, comme disait le Christ, « le vin nouveau qui fait éclater les outres vieillies ».

Le second argument que développe l'orateur est que le dogme chrétien est un facteur irremplaçable du progrès humain, car il oriente nos progrès matériels vers des fins humaines. Il fonde la vraie fraternité entre les hommes et il assigne à leurs efforts une fin toujours plus haute.

Le conférencier termine en conviant ses auditeurs à ne vider l'Evangile, ni de sa sève divine, ni de ses obligations temporelles, « parce qu'il verront Dieu » non seulement dans l'au-delà, mais dans la vie présente. « Les chrétiens, artisans d'une œuvre éternelle, seront les sauveurs de notre temps ».

Qu'est-ce, en définitive, que l'éternité promise à Dieu à ceux qui l'aiment ? Rien d'autre que l'achèvement du royaume de Dieu, laborieusement commencé sur terre.

Le ciel, Dieu nous le donne, en nous donnant l'Evangile, germe de béatitude qui, tombé dans nos cœurs, y grandit pour produire une éternelle moisson de joie ; le ciel ne sera pas rattaché plus tard à notre vie terrestre : il y est déjà inséré, greffé ; nous en voyons les premiers bourgeons annonciateurs des splendeurs et des richesses de l'au-delà. La béatitude du ciel sera l'épanouissement des béatitudes évangéliques. Dieu ne ramassera que ceux qui auront eu faim et soif de sa gloire ; sa miséricorde est pour ceux qui auront été bienfaisants, la paix divine pour ceux qui auront instauré douloureusement la justice dans ce monde. Il séchera nos pleurs et pansera nos blessures, si nous n'avons blessé personne, si nous n'avons fait verser à aucun de nos frères les larmes qui coulent dans les logis sans air et sans feu et à aucune de nos sœurs les larmes du désespoir ou celles de la honte.

Nous verrons Dieu tel qu'il est. Oui, mais si nous avons su le reconnaître à travers les événements terrestres. Dieu se donnera à nous tel qu'il est. Oui, mais si nous nous sommes donnés à nos frères.

Le ciel ne nous appartiendra que si en quittant ce monde, nous laissons celui-ci meilleur qu'il n'était quand nous y sommes venus.

Nous ne serons sauvés dans l'éternité que si nous avons été les sauveurs de notre temps.

OUTRE-OCÉAN

FEUILLES ET BOURGEONS

par

Paul MORAND

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Cette publication d'articles en série (**syndication** en jargon journalistique américain) a été rendue possible par le développement des associations de presse et par le perfectionnement extraordinaire des agences de nouvelles d'outre-Atlantique. Aujourd'hui, un journal américain peut être édité sans journalistes, au fond d'une province lointaine, rien que par abonnements à ces agences. Le texte des articles newyorkais dactylographié ou même typographié est envoyé par câble, belinogramme, ou sans-fil, toute la nuit, à des imprimeries perdues au fond des déserts mexicains ou des Rocheuses; en quelques minutes, des typographes, installés à trois mille kilomètres de l'Atlantique, mettent en page un article écrit quelques minutes plus tôt, à Times Square, New-York, tout comme si le « papier » leur était porté tout chaud de l'étage du dessus.

Et puis, il y a la radio... La radio américaine tuera-t-elle le journal ? Non, dit l'enquête, car la plupart des grands quotidiens sont propriétaires d'une station d'émission. Leur fleuve de nouvelles sans cesse accrues trouve sa pente et son embouchure ; il se perd dans cet océan sans limites qui absorbe tout et ne rend rien: la cervelle de l'homme de la rue. L'Américain moyen a un estomac d'autruche, il digère tout: les insertions, les informations, les annonces, les feuilletons, les communiqués, toute la production écrite, parlée, chantée ou télégraphiée. Risque-t-il de succomber sous cette tornade documentaire ? d'excellents « digests » ou revues des revues viennent mâcher la besogne de ces mâcheurs de chewing-gum. En trois ans, la plus récente s'est acquise trois millions de lecteurs. Il y a désormais des **digests** pour toutes les branches de la connaissance, pour les livres scientifiques, pour les romans policiers, pour l'hygiène et pour le sex-appeal. Ces organes de dépouillement, ces bibliographies pour gens pressés, adoptent généralement un format de poche, imités en cela par de respectables magazines et des revues avancées comme **l'American Mercury** de Mencken: verrons-nous, à notre tour, en Europe, la crise du papier et la menace des autarcies aidant, nos grands journaux se recroqueviller; les verrons-nous redevenir de petites gazettes telles qu'elles l'étaient à Amsterdam au XVIIme siècle ou à Londres, du temps des cafés, de Voltaire et des grandes victoires navales annoncées en trois lignes, comme un chien perdu ?

(Reproduction interdite. Droits réservés.)

En Espagne

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

Le corps de M. Lecouteux tué à Barcelone va être ramené en France

Barcelone, 20 mars. — C'est sur le contre-torpilleur « Vauquelin » que sera ramené lundi en France le corps de M. Lecouteux, attaché au consulat général de France à Barcelone, tué le 17 mars au cours d'un bombardement aérien.

A la cérémonie qui s'est déroulée à Barcelone dimanche, M. Labonne, ambassadeur de France, a lu la citation suivante dont le fonctionnaire a été l'objet :

« Le Gouvernement porte à la connaissance du pays la belle conduite de M. Antonin Lecouteux, commis de chancellerie au consulat général de France à Barcelone. M. Lecouteux qui, depuis le début de la guerre civile en Espagne, n'avait cessé de témoigner d'un magnifique courage et d'une tenue morale au-dessus de tout éloge, a été tué à Barcelone le 17 mars 1938, dans l'exercice de ses fonctions, au cours d'un bombardement. Il est tombé victime de son devoir accompli jusqu'au bout dans la fierté du sacrifice. »

Sur le cercueil, M. Labonne a déposé la croix de chevalier de la Légion d'honneur, que le gouvernement a décernée à titre posthume à M. Lecouteux.

Une élection cantonale à Saint-Omer-Sud

Des élections se sont déroulées hier dans le canton de Saint-Omer-Sud pour pourvoir au remplacement de M. André, conseiller général socialiste, décédé.

Voici les résultats:

Inscrits, 6.806; votants, 5.367; suffrages exprimés, 5.335.

MM. Alexandre, rad. indép.	2.361 voix
Iscré, député, rad. soc.	1.036 »
Leborgne, soc.	1.441 »
Scandel, comm.	484 »

Il y a ballottage.

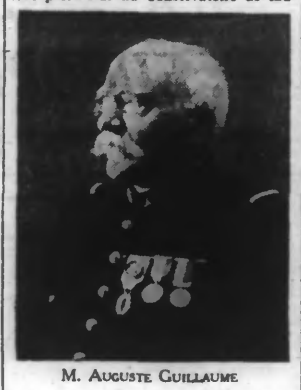
Un meeting du Parti national et social à Saint-Pol-sur-Ternoise

Le parti républicain national et social avait organisé dimanche à 15 h. à l'Hôtel de Ville de Saint-Pol-sur-Ternoise un grand meeting de propagande.

Au cours de cette réunion que présidait Me Lamorlé, président de la Fédération du Pas-de-Calais du P.R.N.S., M. Philippe Henriot, député de la Gironde, parla longuement de politique intérieure et M. Pierre Taittinger, président du Parti national et social, commenta la situation qui nous est faite à la suite de l'Anschluss et la puissance grandissante de l'hitlérisme.

Un ancien professeur du Conservatoire de Tourcoing M. Auguste Guillaume est tué par une auto au Croisé-Laroche

Dimanche, vers 21 h. 15, un automobiliste, M. Fernand Maesen, directeur commercial, domicilié 4 bis, boulevard de la Marne, à Mouvaux, qui, se dirigeant vers Lille, passait devant le dépôt des tramways au Croisé-Laroche, a renversé M. Auguste Guillaume, âgé de 80 ans, ancien professeur au Conservatoire de Mu-



M. AUGUSTE GUILLAUME

sique de Tourcoing, ancien directeur de la musique municipale de Mouvaux durant cinquante ans, et ancien chef de l'Harmonie du Blanc-Seau, demeurant 171, rue du Congo, à Tourcoing.

Malgré les conseils de sa femme qui l'accompagnait, M. Guillaume, qui croyait pouvoir traverser la chaussée fut surpris par l'arrivée subite de l'auto de M. Maesen et n'eut pas le temps de se garer. Il fut heurté à la tête par le montant droit du pare-brise et le crâne fracturé, mourut presque sur le coup.

Son corps a été conduit au dépôt mortuaire de Marcq.

Le commissaire de police de cette ville, M. Desrumaux, a ouvert une enquête pour établir les responsabilités de cet accident.

La Société de retraites mutuelles des anciens combattants du Nord a tenu son assemblée générale dimanche, à Lille

La croix de la Légion d'honneur a été remise au président, M. Abel Dubois

Cet important groupement a tenu son assemblée générale dimanche, à 10 h. 30, à Lille, sous la présidence de M. Victor Beauregard, président de la Caisse autonome des anciens combattants et victimes de guerre ; entouré de M. Abel Dubois, président de la société ; des membres du conseil d'administration et de MM. Paul Cassel, secrétaire général de l'Office départemental des Combattants et victimes de la guerre, représentant M. le Préfet du Nord ; Maurice Olivier, président de la Fédération du Nord des A.C. ; Degouy, président de l'Union des Sociétés de Secours mutuels du Nord ; Mercier, vice-président de la Mutuelle-retraite de la Fraternelle des anciens combattants roubaisiens, et les délégués de la plupart des sociétés de retraites mutuelles des A.C. du Nord.

Le rapport moral a été présenté par M. Fernand Pasquescone, secrétaire général, qui souligna que la Société, avec ses 10.649 sociétaires au 31 décembre 1937, restait la plus importante des sociétés de province affiliées à la Caisse autonome de la rue Berger, à Paris. Le chiffre des pensionnés est passé à 1.400 en 1937.

Le secrétaire général a encore signalé le transférement des bureaux de la rue d'Amiens, au n° 13 de la rue Jacquemars-Giélée, à Lille, dans la maison de l'U.N.C. et les démarches entreprises par les dirigeants de la Caisse autonome après des pouvoirs publics pour compenser l'amputation de 10 % sur les revenus de valeurs d'Etat.

Le trésorier général, M. Bastin, rendit compte de la situation financière : les cotisations versées en 1937 s'élèvent à 7.940.000 fr., et les rentes payées à 1.283.722 fr.

Les administrateurs furent ensuite réélus à l'unanimité, puis on entendit un rapport de M. Gentin, chef du Secrétariat de la Caisse autonome nationale des A.C., sur le portefeuille de la Caisse.

***

Après avoir fait un grand éloge de l'activité et du dévouement du président de la société, M. Abel Dubois, M. Beauregard épingla sur sa poitrine la croix de chevalier de la Légion d'honneur.

Le secrétaire général, M. F. Pasquescone, au nom de ses camarades, rendit un émouvant hommage à M. Abel Dubois.

Il rappela la belle conduite de ce dernier au front, son dévouement à la cause des mutualistes, son abnégation même. Il lui offrit un beau souvenir.

M. Olivier apporta au nouveau décoré le témoignage de reconnaissance de tous les anciens combattants du Nord. Une chaleureuse ovation salua le discours de remerciement de M. Abel Dubois, pour ces témoignages de sympathie.

***

Un banquet de 200 convives fut servi à 13 h. 30, dans la salle des Dauphins, rue de la Baignerie, en l'honneur de M. Abel Dubois.

M. Aimé Goudaert, président de l'U.N.C. du Nord, s'était joint aux personnalités que nous avons déjà citées et qui avaient pris place à la table d'honneur.

De nombreux toasts furent portés à la santé du dévoué président. Tous les orateurs rendirent hommage à son dévouement sans bornes.

Notons qu'au cours de ce banquet, la croix d'officier du Mérite social fut remise à M. Pasquescone, secrétaire général.

Une conférence de M. Maurice Bedel, à Lille

Hitler ou l'Allemagne nouvelle

Tel sera le titre de la conférence, que fera M. Maurice Bedel, auteur de « Jérôme » ; 60e de latitude Nord ; prix Goncourt 1937, le vendredi 25 mars, à Lille, en la salle Industrielle, à 20 h. 45.

Le célèbre conférencier, dira ses impressions d'un récent séjour en Allemagne, pendant lequel il a été en contact direct avec Hitler, Goering, Goebbels, etc..

La location est ouverte au bureau des « Amis de Lille », Grand'place, à Lille, (arrêt des trams).

Dernière Heure

Le ministre des Affaires étrangères de Lituanie a démissionné

Londres, 20 mars. — On mande de Kaunas à l'« Agence Reuter »:

M. Lozoraitis, ministre des Affaires étrangères, a donné sa démission, mais le président du Conseil ne l'a pas encore acceptée.

LA QUESTION DE LA NON-INTERVENTION EN ESPAGNE VUE PAR M. LEBAS

M. Lebas, ministre des P.T.T., a pris la parole au cours d'une réunion des Amicales socialistes du Douaisis.

Après avoir évoqué la tentative de M. Léon Blum, en vue de constituer un cabinet d'union nationale, M. Lebas, a abordé la question d'Espagne. Il a expliqué l'attitude du premier gouvernement de Front populaire, par la réserve de la Grande-Bretagne.

« La France agissant seule, a-t-il dit, se serait trouvée isolée en présence d'états totalitaires qui n'ont pas peur de la guerre. »

Un hydravion allemand bat huit records du monde de vitesse

Berlin, 20 mars. — Un hydravion allemand bi-moteur « Heinkel » a réalisé dimanche la vitesse de 329 km.-heure sur un parcours de plus de deux mille kilomètres avec 2.000 kilos de charge utile. Sur le parcours de 1.000 km., l'hydravion avait atteint 331 km.-heure.

Huit records du monde ont été battus: ceux de plus de 1.000 km. sans charge utile et avec 500, 1.000 et 2.000 kilos de charge utile; ceux de plus de 2.000 km. sans charge utile et avec 500, 1.000 et 2.000 kilos de charge utile.

Un incendie se déclare pendant une représentation dans la salle de cinéma du foyer militaire de Versailles

Deux opérateurs sont brûlés

Versailles, 20 mars. — Un incendie s'est produit dimanche soir, dans la salle de cinéma du Foyer de Notre-Dame des Armées, impasse des Gendarmes.

Trois cents soldats de la garnison de Villacoublay, assistaient à la représentation. Celle-ci était à peine commencée, qu'un court-circuit se produisit dans la cabine des opérateurs. En dépit des efforts de ceux-ci, le soldat Juliani et M. Desgrouax, elle se trouva bientôt environnée de flammes et l'incendie se communiqua à toute la salle.

Les opérateurs purent évacuer les lieux sans incident. Après deux heures d'efforts, le sinistre fut complètement maîtrisé.

Les deux opérateurs ont été transportés à l'hôpital, mais leur état n'inspire pas d'inquiétudes.

En brutalisant sa femme, un docker rouennais tue le bébé qu'elle portait dans ses bras

Rouen, 20 mars. — Le docker Alfred Beaufils, 32 ans, a brutalement frappé à coups de poing sa femme, qui portait dans ses bras leur bébé âgé de 4 mois.

Atteint au front, l'enfant a succombé à une hémorragie. Beaufils a été arrêté.

Dernières nouvelles sportives

CYCLISME

Kaers-Billet sont toujours en tête aux Six Jours

Paris, 20 mars. — A la 120me heure, 3.122 kms 250 avaient été couverts soit 239 kms 500 de plus qu'en 1936.

Une minute de silence a été alors observée en souvenir du coureur français André Raynaud, champion de France et du Monde, qui se tua en course à Anvers.

Voici le classement après les sprints de 22 h. 30:

1er Kaers-Billet, 273 pts; 2me Ignat-Diot, 219 pts; 3me Pélissier-Pellenaars, 202 pts; 4me Pijnenburg-Wals, 170 pts; 5me Archambaud-Guimbretière, 87 pts; 6me Bérès-Giorgetti, 60 pts; 7me Magne-Speicher, 50 pts; 8me Bouchard-Fournier, 75 pts; 9me Egli-Boucheron, 189 pts; 10me Bautz-Wengler, 75 pts; 11me Pecqueux-Lesueur, 174 points.

La distribution des récompenses aux lauréats de la Société des Agriculteurs du Nord

Les lauréats du concours de 1937 organisés par la société des Agriculteurs du Nord, ont reçu hier leurs récompenses, au cours d'une grandiose manifestation qui se tint à la Foire commerciale.

C'est devant une très nombreuse assistance que M. Lecomte, inspecteur général de l'Agriculture, représentant M. le ministre de l'Agriculture, fit son entrée à 11 h., dans la salle du Grand Palais de la Foire, où avaient lieu la distribution des récompenses.

En ouvrant la séance, M. Degrendel présenta les excuses de certaines personnalités et salua M. Lecomte. Il examina ensuite les questions qui préoccupent la paysannerie et proclama sa volonté de se mettre à la hauteur des nécessités pour sauver, par le travail et l'union, l'agriculture et la France.

Dans son discours, M. Lecomte salua les personnalités présentes et les lauréats, eut un mot aimable pour M. Degrendel et M. Merchier, puis adressa aux dirigeants de la société, des encouragements.

La parole fut ensuite donnée à M. Merchier, pour la lecture de son rapport.

Le secrétaire général examina tour à tour les questions douanières, de la propriété culturale, de la main-d'œuvre agricole, des assurances sociales, des allocations familiales et dressa le bilan de nos différentes productions régionales.

A l'issue de ce rapport, se déroula la cérémonie de la remise des récompenses aux agriculteurs méritants.

Dans le palmarès nous relevons le nom de Mme Delcour, fermière à Leers, qui obtient un 2e prix pour bonne tenue de ferme.

A 13 h., un banquet réunit les lauréats, les membres et les invités de la Société des Agriculteurs du Nord, sous la présidence de M. Lecomte.

Au dessert, M. Degrendel fit confiance aux parlementaires du Nord pour faire voter la loi sur la propriété culturale et souligna la nécessité de redresser la loi des allocations familiales.

Après quelques mots de MM. «Tim et Flichon, M. Daniel-Vincent engagea tous les Français à se sentir les coudes.

M. Mahieu apporta la sympathie du Sénat pour les paysans de France.

Enfin M. Lecomte parla en faveur de l'intensification de la production française.

A l'issue du banquet, M. Lecomte remit des distinctions de l'Ordre du Mérite agricole à divers secrétaires.